

# ÉSC – LES ENFANTS SONT-ILS ENCORE DES ENFANTS ?



L'Éducation sexuelle complète (ÉSC) constitue l'une des plus grandes attaques contre la santé et l'innocence des enfants de l'histoire.

Imaginez ceci : Vous découvrez que votre fille de 15 ans est enceinte et qu'elle s'apprête à subir son 4<sup>e</sup> avortement. Lorsque vous l'interrogez à ce sujet, elle vous répond qu'elle a le droit de faire ce qu'elle veut de son corps et qu'elle choisit de continuer à explorer sa sexualité ; ou encore, vous tombez sur votre enfant de 10 ans en train de regarder de la pornographie, et il ou elle vous explique que l'éducation sexuelle reçue à l'école a éveillé son intérêt pour les sites pornographiques. C'était l'une des réponses soumises au Parlement du Royaume-Uni par Josephine Treloar.

*Pelumi, une élève de collège au Nigeria, a été signalée comme étant en possession d'une image explicite qu'elle avait dessinée à la main. Ses parents ont été invités à une séance disciplinaire la concernant, et lorsqu'on lui a demandé de produire la source de ce qu'elle avait dessiné, à l'étonnement général, elle a sorti son manuel scolaire, et l'image exacte s'y trouvait. Bien sûr, son esprit ne s'en est jamais remis.*

Tels sont les résultats possibles si cette situation cruciale est négligée. Nous serons confrontés à un avenir de jeunes adultes hautement dépravés sexuellement, totalement imperméables à toute correction, le tout à cause de la doctrine « Mon corps, mes droits » issue de l'autonomie corporelle, un élément majeur de l'ÉSC, et de l'ensemble de ce qui l'accompagne.

*L'autonomie corporelle suggère que vous pouvez faire tout ce que vous voulez de votre corps, y compris avorter, changer de sexe, coucher avec autant de personnes que vous le souhaitez, et exprimer la sexualité que vous désirez – indépendamment de ce que quiconque (y compris vos parents) en pense.*

Dans le manuel du facilitateur d'Éducation sexuelle complète pour les jeunes hors du système scolaire au Zimbabwe (2016), qui est encore utilisé à ce jour pour les enfants à partir de 10 ans, les mineurs sont exposés à des concepts sexuels et à des dépravations tels que:

- **Hétérosexualité:** Préférer des partenaires sexuels du sexe opposé.
- **Homosexualité:** Préférer des partenaires sexuels du même sexe.
- **Bisexualité:** Apprécier des partenaires sexuels des deux sexes.
- **Asexualité :** Avoir peu ou pas de désir sexuel. Bien que les personnes asexuelles soient physiquement et psychologiquement masculines ou féminines, aucun des deux sexes ne les stimule sexuellement.
- **Satyriasis:** Désir excessif de rapports sexuels chez les hommes.
- **Nymphomanie:** Désir excessif de rapports sexuels chez les femmes.
- **Gérontosexualité:** Préférence sexuelle d'une jeune personne pour les personnes âgées.
- **Frottophilie (ou frotteurisme):** Plaisir sexuel tiré du frottement de ses organes génitaux contre une autre personne.
- **Pédophilie:** Plaisir sexuel tiré de rapports sexuels avec des enfants.
- **Viol statutaire:** Rapport sexuel d'un adulte avec un mineur.
- **Pédérastie:** Plaisir sexuel tiré de jeunes garçons.
- **Bestialité:** Plaisir sexuel tiré d'animaux.
- **Nécrophilie:** Plaisir sexuel tiré de cadavres.
- **Urophilie:** Plaisir sexuel tiré de l'urine.

- **Coprophilie:** Plaisir sexuel tiré de la saleté telle que les excréments, la poussière ou les sous-vêtements souillés.
- **Sadisme:** Plaisir sexuel tiré de l'infliction de douleur à une autre personne.
- **Masochisme:** Plaisir sexuel tiré de la réception de douleur de la part d'une autre personne.

L'ÉSC utilise une approche fondée sur les droits pour l'éducation sexuelle qui promeut de prétendus « droits sexuels » pour les enfants. Elle est largement dispensée par le biais des écoles et est principalement financée par des gouvernements étrangers en partenariat avec les Nations Unies.

**Définition:** L'Éducation sexuelle complète est la clé pour renforcer l'importance de l'acceptation et de l'approbation de la diversité sexuelle ainsi que de la poursuite de l'égalité de genre. Elle est essentielle pour offrir un environnement sûr et favorable aux jeunes afin qu'ils explorent leur orientation sexuelle ; elle permet aux filles (et aux garçons) d'embrasser et d'exiger un respect égal pour leurs choix et comportements sexuels.

— Heidari, S. (2015) Reproductive Health Matters Journal

Selon les Orientations techniques internationales de 2018 des agences des Nations Unies sur la sexualité, la sexualité « englobe l'identité de genre, l'orientation sexuelle, l'intimité sexuelle, le plaisir... ». La définition de longue date de la sexualité par l'OMS englobe également « les fantasmes et les désirs ». Cela signifie donc que l'ÉSC englobe les éléments suivants:

- L'orientation sexuelle (LGBTQ+)
- L'identité de genre (options de transition de genre)
- Le plaisir sexuel et l'intimité
- Diverses pratiques et perspectives sexuelles
- Les fantasmes
- Les désirs

Il convient de noter que les Orientations techniques de l'ONU sur l'ÉSC indiquent également que les jeunes veulent et ont besoin d'informations sur la sexualité et la santé sexuelle le plus tôt et de la manière la plus complète possible.

Il existe au moins 15 types de préjugés que l'ÉSC pourrait causer de manière générale aux enfants:

- Sexualise les enfants
- Enseigne aux enfants comment consentir aux rapports sexuels
- Normalise le sexe anal et oral
- Promeut les comportements homosexuels/bisexuels
- Promeut le plaisir sexuel chez les enfants
- Promeut la masturbation solo et/ou mutuelle
- Promeut l'utilisation du préservatif de manière inappropriée
- Promeut une autonomie sexuelle précoce
- N'établit pas l'abstinence comme la norme attendue

- Promeut l'idéologie transgenre
- Promeut la contraception et l'avortement auprès des enfants
- Promeut l'éducation sexuelle entre pairs ou le plaidoyer pour les droits sexuels
- Mine les valeurs et les croyances traditionnelles
- Mine les parents ou les droits parentaux
- Oriente les enfants vers des ressources nuisibles.

Le programme scolaire libérien indique que les élèves de 4e année (âgés de 9 à 10 ans) doivent « comprendre leurs droits en matière de sexe et de sexualité », et que les élèves de 5e année doivent « méditer sur le moment vraiment opportun pour commencer à avoir des rapports sexuels et pourquoi », puis « présenter leurs réflexions à la classe ». Il enseigne également aux enfants de 9 à 12 ans que la masturbation est normale et que « l'abstinence signifie choisir de ne pas avoir de rapports sexuels ou décider quand commencer à en avoir et avec qui ». Il enseigne aussi aux élèves de 15 ans à se rebeller en leur demandant de « différencier les valeurs qu'ils défendent de celles que leurs parents/tuteurs défendent en matière de sexualité » afin qu'ils puissent « adopter des comportements sexuels qui leur correspondent ».



L'éducation sexuelle complète (Comprehensive Sexuality Education) sert de porte d'entrée pour introduire des sujets tels que l'identité de genre, la contraception, l'orientation sexuelle et d'autres questions LGBTQ+, accordant ainsi aux enfants, dès l'âge de 7 ans, l'accès à des matériaux sexuels sans le consentement parental. Les enfants sont exposés à des supports pédagogiques contenant des images explicites publiés par des agences telles que le FNUAP (UNFPA) et le RFSU. Cette éducation à la sexualité consiste à enseigner aux enfants le sexe et la sexualité sans aucune limitation autre que le qualificatif trompeur et vague d'« adapté à l'âge » généralement inséré par les défenseurs, les bailleurs de fonds et les metteurs en œuvre de l'éducation sexuelle complète comme une ruse destinée à tromper les parents non avertis. Par exemple, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) recommande comme « adapté à l'âge » d'enseigner aux enfants de 0 à 4 ans la masturbation et les identités de genre, et d'enseigner aux enfants de 9 ans l'orgasme et les relations homosexuelles.

Le manuel d'éducation sexuelle complète (CSE) encourage les enseignants à normaliser les activités sexuelles avant le mariage en incluant des exercices où les élèves débattent d'affirmations telles que : « Il est acceptable d'avoir un enfant avant le mariage » et « Élever un enfant seul a plus de sens que d'épouser le père si on ne l'aime pas ». On encourage les enfants à avoir des pensées sexuelles : « Être une personne sexuellement saine signifie que vous pouvez exprimer votre sexualité de manières qui ne nuisent ni à vous-même ni à quiconque. Vous pouvez vous sentir attirant et bien dans votre corps. Vous pouvez avoir des pensées et des sentiments sexy. »

Les parents sont souvent inconscients de ces leçons, car elles comportent rarement des devoirs à emporter à la maison nécessitant l'influence parentale. La plupart du temps, c'est par hasard que les parents découvrent que leurs enfants sont exposés à de profondes dépravations sexuelles, sponsorisées par des organisations ouvertement reconnues pour avoir promu ce programme depuis plus de 70 ans, avec des messages tels que : Les enfants seraient autorisés à avoir des rapports sexuels tant que cela « ne leur nuit pas ni à quiconque ». Ce sont les aspects silencieux de la conversation qui échappent à l'examen public.

### La SSRD en Afrique

#### Afrique orientale et australe :

L'engagement ESA 2013 (Engagement ministériel de l'Afrique orientale et australe sur l'éducation sexuelle complète et les services de santé sexuelle et reproductive pour les adolescents et les jeunes), un accord régional approuvé le 7 décembre 2013 au Cap par les ministres de l'éducation et de la santé de 20 pays (avec la participation du Rwanda au processus, portant le total à 21), a marqué un tournant historique. L'Afrique a pris une mauvaise direction à cet égard. Il a été présenté aux pays comme une mesure destinée à réduire les grossesses précoces et à améliorer la santé et le bien-être des jeunes Africains.

Cependant, en 2021, 14 nations ont accepté de prolonger ses objectifs jusqu'en 2030, en y intégrant l'éducation sexuelle complète (CSE) et la santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR), et ont approuvé ce renouvellement. L'Éthiopie, le Kenya, le Malawi et l'Ouganda se sont retirés, invoquant des préoccupations idéologiques, culturelles et religieuses concernant le programme. Cela a abouti à un paysage fragmenté, les nations dissidentes s'orientant vers des approches localisées et adaptées à leur culture.

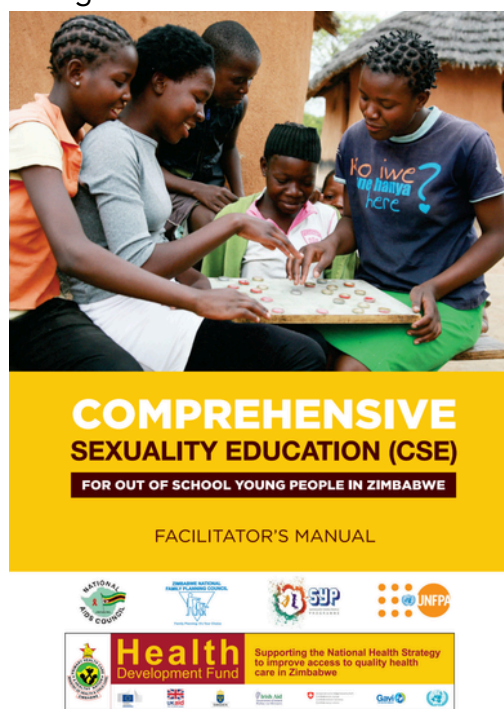
#### L'ÉDUCATION SEXUELLE COMPLÈTE (CSE) EST-ELLE UN TOILETTAGE POUR LES PÉDOPHILES ?

L'éducation sexuelle complète (CSE) vise à doter les enfants et les jeunes de connaissances, de compétences, d'attitudes et de valeurs qui leur permettront de : réaliser leur santé, leur bien-être et leur dignité ; développer des relations sociales et sexuelles respectueuses ; prendre en compte la manière dont leurs choix affectent leur propre bien-être et celui des autres ; et comprendre et assurer la protection de leurs droits tout au long de leur vie.

— ORIENTATIONS TECHNIQUES INTERNATIONALES DE L'ONU SUR L'ÉDUCATION SEXUELLE COMPLÈTE, Page 16

#### Afrique de l'Ouest :

Sponsorisé par l'ambassade de Suède via la SIDA (Agence suédoise de coopération internationale au développement), les projets d'amendements à la loi sur la santé publique du Liberia de 2019 et 2022 contiennent des dispositions qui tentent de légaliser des positions extrêmes en matière de SDRS – allant jusqu'à imposer l'éducation sexuelle complète (CSE) dans les écoles, promouvoir le transgenre et l'homosexualité, légaliser l'avortement jusqu'à 24 semaines de grossesse, accorder des pouvoirs dictatoriaux aux responsables de la santé, abolir les droits parentaux, et bien plus encore. En 2023, la RFSU a organisé la première Conférence nationale sur la santé et les droits sexuels et reproductifs du Liberia à Monrovia, où elle a invité le Dr Tlaleng Mofokeng, Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur le droit à la santé. Elle pratique elle-même des avortements dans son propre pays – profitant ainsi de l'agenda pro-avortement – et est une fervente partisane de la légalisation de la prostitution, affirmant que le travail du sexe est un vrai travail. Elle est également une défenseuse ouverte de la SDRS. Comment une telle personne peut-elle être invitée pour nous aider à comprendre comment nous devrions rédiger nos lois destinées à guider nos enfants ?



En juin 2026, CAFRA s'est rendu au Liberia où nous avons rencontré le Président de l'Assemblée et certains parlementaires, et avons exposé le projet de loi sur la santé publique de 2022, qui contenait une disposition indirectement sponsorisée par l'ambassade de Suède. Il convient de noter que l'ambassade de Suède avait directement financé la version de 2019 par l'intermédiaire du ministère des Affaires étrangères du Liberia, mais celle-ci n'avait pas abouti. Cette fois-ci, elle a confié à la RFSU et à AmplifyChange la mission de provoquer un important changement d'opinion publique parmi la jeunesse libérienne – incitant les jeunes à exiger l'adoption de ce projet de loi, qui vise à légaliser l'avortement, à légaliser l'hypersexualisation des enfants, et la rébellion contre les parents et

tuteurs en leur enseignant des concepts tels que « l'autonomie corporelle » avec des messages comme « Mon corps, mon droit », « enseigne-moi mon corps », et bien d'autres, sous le couvert de l'éducation sexuelle complète et de la santé et des droits sexuels et reproductifs.

### **Zimbabwe:**

Le 27 février 2026, le Parlement du Zimbabwe a accueilli une litanie de promoteurs de la SDRS/CSE/LGBT dans le cadre d'un programme intitulé : « Construire un bloc central de champions parlementaires de la SDRS au sein de la SADC », avec pour titre de projet « Accélérer l'accès à la SDRS pour tous les âges dans la région de la SADC ». Cela implique que les nourrissons et les tout-petits ne sont pas exclus de cet agenda.

Plusieurs tentatives ont été faites pour légaliser l'avortement au Zimbabwe, la plus récente datant du 17 novembre 2025, lorsque la juge Sylvia Chirawu-Mugomba a statué en faveur de l'avortement sur le fondement de la maladie mentale, affirmant que cette exception avait été omise dans leur loi sur l'avortement de 1977. La déclaration d'omission a été suspendue dans l'attente de la confirmation finale par la Cour constitutionnelle.

Toujours au Parlement, le projet de loi portant amendement des services médicaux de 2024, publié au Journal officiel le 19 juillet 2024, dispose d'une version publique qui a passé les 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> lectures ainsi que la consultation publique, et qui ne fait aucune mention de l'avortement. Cependant, au stade de la commission, l'avortement a été introduit et se trouve actuellement hors du regard du public.

### **Nigeria:**

Au Nigeria, plusieurs tentatives ont été faites pour légaliser ou étendre les activités de SDRS par le biais de la législation, mais ces tentatives ont été à plusieurs reprises restreintes. Parmi ces tentatives figurent le projet de loi sur l'égalité des sexes et l'égalité des chances (2021), ainsi que les efforts des organisations internationales visant à introduire l'éducation sexuelle complète (CSE) dans le programme scolaire national. Cette année (2026), SCAEF, financée par AmplifyChange et quelques autres, a formé plus de 500 jeunes Nigériens sur la SDRS (Santé et Droits Sexuels et Reproductifs).

Le 19 mai 2026, le FNUAP a collaboré avec Action Health Incorporated, une ONG axée sur la santé des jeunes, ainsi qu'avec les ministères de la Santé, de l'Éducation et des Affaires féminines de l'État d'Osun, au Nigeria, pour organiser une formation de 3 jours destinée aux enseignants sur l'éducation sexuelle complète dans cet État. Ce n'est pas la première fois que l'État d'Osun est ciblé par de telles interventions. En 2024, Value Female Network Africa a organisé un programme d'autonomisation et de sécurité des filles d'une durée de 5 jours avec le soutien du FNUAP. L'éducation sexuelle complète figurait en première place du programme.

### **Ghana:**

Le Ghana a efficacement démantelé les tentatives de SDRS grâce à l'adoption récente de son projet de loi très restrictif sur les droits sexuels humains et les valeurs familiales.

Malgré l'opposition constante à la SDRS en Afrique, la RFSU et le FNUAP continuent de promouvoir leurs activités au Kenya, en Ouganda, en Zambie, en Éthiopie, au Malawi, au Mozambique, au Ghana, en Tanzanie, en République démocratique du Congo et dans d'autres pays africains – le tout visant à transformer l'Afrique en un haut lieu de la SDRS et des idéologies qui l'accompagnent.

## **AVIS DE POLITIQUE**

### **Renforcer les peines pour les infractions sexuelles :**

Comblar les lacunes qui permettent aux prédateurs d'échapper à leur responsabilité. Imposer des peines obligatoires pour le viol, les agressions sexuelles et les abus sexuels sur enfants, et veiller à ce que les auteurs s'en prenant à des mineurs soient soumis au niveau le plus sévère du code pénal.

### **Renforcer l'autorité parentale dans l'éducation des enfants :**

Orienter les efforts politiques de manière à garantir que les parents soient informés de leur droit et de leur responsabilité de guider l'éducation de leurs enfants, et qu'ils les exercent activement. Ce sont les parents, et non les agences internationales ou les ONG, qui détiennent le droit premier de déterminer ce qui est enseigné à leurs enfants en matière de sexualité, de reproduction et de relations.

### **Défendre les valeurs familiales africaines dans la législation :**

Inscire dans la loi des protections pour le cadre moral centré sur la famille qui a longtemps défini les sociétés africaines, en le préservant de l'influence de politiques impulsées de l'extérieur.

### **Promouvoir une éducation sexuelle traditionnelle :**

L'éducation sexuelle doit renforcer l'abstinence et les relations responsables, plutôt que de promouvoir une autonomie précoce dans les décisions sexuelles. Des termes tels que « confidentialité », « planification familiale », « contraception » et « droit de contrôler sa fertilité ou sa sexualité » doivent être exclus des programmes et des supports destinés aux enfants.

Ceci est l'introduction et le premier d'une série de Notes de politique consacrées à ce sujet.

La section « Avis de politique » ci-dessus sert d'introduction à nos recommandations. Dans cette série de notes de politique, nous consacrerons une édition ultérieure à une version plus riche et plus détaillée de ces recommandations. **À suivre**

*Email us at: [policybriefs@cafpra.org](mailto:policybriefs@cafpra.org)  
Plot 1248, Mabushi, Abuja, Nigeria  
[www.cafpra.org](http://www.cafpra.org)*